

1986-1995 : l'effritement des réseaux

Marie-Laure Colson

Libération, 23 décembre 2000

Le soir du 10 mai 1981, les Africains retiennent leur souffle. Ceux qui espèrent que quelque chose va changer dans les relations ambiguës qui se sont tissées entre Paris et ses anciennes colonies depuis leur indépendance (au début des années 60), voient dans la nomination de Jean-Pierre Cot comme ministre de la Coopération le signe d'une nouvelle époque. Un an et demi plus tard, ce dernier a compris qu'il n'a aucun pouvoir de décision. Il démissionne. Ceux des Africains qui trouvent leur compte dans les relations « personnalisées » instaurées par la droite l'avaient déjà compris. La démission de Jean-Pierre Cot ne sera que l'officialisation d'un retour à la normale.

« **Cellule Afrique** ». C'est à l'Elysée, via sa « cellule Afrique », que se font et se défont les régimes africains. Jusqu'à ce que Jean-Christophe Mitterrand en prenne la tête en 1986. Par manque de sérieux, mais aussi parce que l'Afrique a changé et que la France s'en est pro-

gressivement dégagé, c'est paradoxalement le fils du Président qui accompagnera l'enterrement de trente ans de politique en Afrique. Les réseaux existent toujours mais sont éclatés et plus proche de lobbies privés (1). Surtout, Paris n'a plus le pouvoir ni la volonté de gérer l'Afrique comme un village.

L'architecte historique de la politique de réseau est le gaulliste Jacques Foccart, ancien résistant, qui continua jusqu'à sa mort, en 1997, à conseiller Jacques Chirac et à entretenir de solides amitiés sur le continent. OEuvrant dans la clandestinité et la manipulation, outrepassant parfois les limites de la légalité, le « réseau » obéissait à une certaine idée de la France, grande puissance stabilisatrice d'un continent en gestation. La fin de la guerre froide allait priver cette association étrange entre politique et « services » de son rôle de rempart contre « l'autre camp ». Le discours de la Baule de François Mitterrand en 1990, enjoignant les

pays africains à se « démocratiser », marque le début du désengagement, que la dévaluation en 1994 du franc CFA jusqu'alors lié au franc français accentuera. L'Afrique n'est plus un enjeu, tout juste une juxtaposition de créneaux dans lesquels s'engouffrent ses nouveaux « amis », faiseurs d'image de présidents et amateurs de « coups » financiers. La politique? Elle est laissée aux organisations humanitaires qui tentent de colmater les dégâts causés par les errances de ceux, Français ou Africains, qui n'ont pas eu le courage ou la compétence de penser à l'avenir du continent.

Ere finissante. Jusqu'au bout,

alors que ce qui restait du réseau ne servait plus qu'à des transferts d'argent, Foccart aura protégé ses vieux amis, le président Mobutu de l'ex-Zaïre ou Eyadema du Togo. Mais on ne retiendra de cette ère finissante que les turpitudes de l'achat d'armes via la FIBA, la banque africaine d'Elfau soutien indéfectible au régime raciste du président Habyarimana du Rwanda d'une politique incohérente minée par les rivalités et l'avidité d'hommes de l'ombre.

(1) Ces Messieurs Afrique. Des réseaux aux lobbies. Stephen Smith et Antoine Glaser. Calmann-Lévy, 1997.

Marie-Laure COLSON